

## **La Tunisie condamnée à prendre le « risque de la démocratie »**

De l'euphorie à la panique. La victoire écrasante d'Ennahdha aux élections tunisiennes pour l'assemblée constituante a soufflé un vent de panique qui s'est abattu sur une bonne partie des opinions publiques européennes. L'admiration de l'exemplarité et du civisme des citoyens tunisiens dans l'exercice de leurs droits politiques retrouvés a cédé la place au désarroi de certains et à l'alarmisme des plus pessimistes. L'enchantement suscité par le soulèvement du 14 janvier et le succès de la campagne électorale n'a pas résisté aux menaces potentielles que fait peser l'arrivée des « islamistes » au pouvoir. Les professionnels du pessimisme, qui se sont alarmés dès qu'il a été question d'élections libres dans le monde arabe, auront-ils finalement raison? La démocratie serait-elle devenue risquée ?

### **Le risque de la division ou le risque de la démocratie ?**

Si une méfiance s'est imposée aux familiers de l'histoire du monde arabe, c'est parce qu'ils ne peuvent s'empêcher de penser au drame algérien qui a suivi le succès du Front Islamique du Salut (FIS) aux élections de décembre 1991. Les 150 000 morts hantent encore les esprits. Difficile de ne pas y penser. Néanmoins, la Tunisie n'est pas l'Algérie. Malgré leur proximité géographique et culturelle, les deux pays se distinguent par l'histoire de leurs indépendances respectives qui ont façonné différemment leurs sociétés. Ils se distinguent également par le rôle de l'armée dans la vie politique. Mais surtout, les leaders d'Ennahdha – si l'on croit leur discours - prétendent s'inspirer du modèle démocratique turc de l'AKP et promettent de ne pas remettre en question les acquis relatifs au statut personnel et aux libertés de la femme. Pour les islamistes du FIS, la Shari'a et le Coran étaient les seules sources d'inspiration envisageables pour leur constitution.

S'il est raisonnable de considérer qu'un désastre à l'algérienne a été évité en Tunisie, il n'en demeure pas moins que le risque d'une division du pays n'est pas nul. Ce scénario n'est pas irréaliste. Une bonne partie de l'élite autoproclamée tunisoise tente de faire croire à l'existence d'un clivage entre des forces rétrogrades islamisées – représentées par le parti d'Ennahdha – et des forces modernistes progressistes incarnées par eux-mêmes. Ce discours trouve un écho très favorable dans les opinions publiques françaises et surtout chez certains alarmistes qui crient aux dangers de l'arrivée des islamistes d'Ennahdha au pouvoir et qui n'hésitent pas à les qualifier de religieux fanatiques. Cette vision est simpliste et dangereuse. Aller dans ce sens conduit non seulement à contester le résultat des urnes et le choix du peuple tunisien mais aussi à stigmatiser – pour ne pas dire mépriser – 40% des électeurs tunisiens qui ont voté pour ce parti. Traiter ces électeurs de « fanatiques islamistes » alors qu'une grande composante ne représente ni plus ni moins qu'une fraction conservatrice de la société tunisienne est une caricature dangereuse. Un tel discours n'est nullement constructif dans le processus démocratique tunisien. Bien au contraire, il ne fera qu'attiser les haines et favoriser l'enfermement et la division, voire - s'il est poussé à son extrême - provoquer une guerre civile. Cela serait catastrophique non seulement pour la Tunisie mais également pour les démocraties arabes naissantes qui observent attentivement ce qui se passe en Tunisie. Tous les espoirs sont suspendus au succès ou non du modèle tunisien.

On ne peut dissoudre le peuple. Ceux qui, au nom de la démocratie et des valeurs universelles des droits de l'homme, contestent le parti d'Ennahdha n'ont pas d'autre choix que celui de respecter la volonté du peuple, au nom de ces mêmes principes. Même si on peut penser, pour des raisons subjectives ou objectives, qu'Ennahdha pourrait constituer un danger pour certains acquis de la société tunisienne, il est urgent d'accepter de composer avec ce parti et de reconnaître sa légitimité.

C'est un pari risqué, certes. Mais il est plus risqué d'exclure ce parti de l'échiquier politique tunisien. Il est même difficile d'envisager la construction de la nouvelle Tunisie sans l'appui d'Ennahdha. Dans un tel contexte, le moins pire des risques est celui de la démocratie.

### **L'apprentissage de la démocratie par la thérapie de choc**

Par leurs votes, les électeurs tunisiens ont choisi d'imposer à leurs élites l'apprentissage politique par « électo-choc ». Les partis qui se définissent de gauche, aveuglés pour la plupart par leur égo et déconnectés de la « Tunisie d'en bas », ont reçu une gifle électorale historique. La chute du PDP, l'un des favoris des sondages, en est l'exemple le plus spectaculaire. Même Ennahdha n'a pas échappé aux ondes du choc qu'il a lui-même provoqué. Les tâtonnements et les hésitations de ses leaders au lendemain du scrutin montrent que le parti a été secoué par sa propre réussite. Sans doute par l'ampleur du score mais aussi par manque d'expérience politique.

En réalité, tous les partis politiques tunisiens ont beaucoup à apprendre de cette première consultation électorale. Les enseignements sont nombreux. L'un des plus marquants est celui de prendre conscience que le débat laïcité/religion n'est pas tunisien. Cette problématique est loin de constituer une préoccupation pour la majorité des tunisiens. Les partis qui ont construit leur campagne sur la primauté du principe de la laïcité et sur la diabolisation des islamistes d'Ennahdha se sont effondrés. Les seuls partis qui ont tiré leur épingle du jeu sont ceux qui ont ménagé l'électeur tunisien dans son attachement à la religion et aux valeurs rattachées à l'identité arabomusulmane.

Un autre enseignement tout à fait révélateur du paysage politique post-révolution a été ironiquement formulé par Maya Jribi, secrétaire général du PDP, grand perdant des élections : « la Tunisie est le seul pays au monde où la gauche est bourgeoise et la droite prolétaire » (à peu de choses près). La droite de la Tunisie serait-elle à sa gauche? Au-delà des raisons de cette « anomalie » dans la configuration politique, révélatrice peut-être d'une spécificité tunisienne, ces élections montrent que le facteur discriminant n'est pas d'ordre socio-idéologique mais plutôt économique. Le clivage est plutôt entre des masses populaires qui souffrent économiquement et dont une grande majorité se trouve dans les villes intérieures délaissées par l'ancien régime, et une élite bourgeoise, concentrée dans les villes côtières, déconnectée des préoccupations du tunisien moyen.

La question clé qui ressort de ces élections n'est pas tant de savoir quelle est la dose d'Islam à mettre dans la constitution mais plutôt quelles sont les nouvelles règles du jeu économique qui permettraient à ces oubliés du développement de sortir de la pauvreté, d'accéder à l'emploi et de participer à la construction de la nouvelle Tunisie.

### **Ennahdha est-il une menace pour la démocratie tunisienne naissante ?**

Chez les opinions farouchement hostiles aux islamistes, le compte à rebours du désenchantement du printemps arabe a été mis en marche. La révolution du jasmin a été kidnappée. La démocratie tunisienne a été prise en otage par les islamistes d'Ennahdha. Et si la réalité était justement à l'opposé de cette thèse. Et si c'était Ennahdha qui était pris en tenaille par le peuple tunisien ?

Il est urgent de relativiser le succès électoral du parti islamiste, un succès que ce dernier n'a d'ailleurs pas célébré comme il se doit pour une victoire historique. A examiner de près l'ampleur des défis à relever, force est de comprendre cette réserve.

Ennahdha occupera en effet 90 des 217 sièges de l'Assemblée Constituante (soit 41% de l'ensemble des sièges). Il n'a donc pas la majorité absolue et ne pourra pas faire ce qu'il veut. Ainsi, pour faire adopter des textes dans la nouvelle constitution, Ennahdha doit aller chercher un appui chez les 127 élus de la constituante appartenant aux partis considérés pour la plupart comme progressistes. Ce qui limite considérablement leur marge de manœuvre concernant la nouvelle constitution.

La conséquence immédiate de cette majorité toute relative est qu'elle ne lui permette pas de gouverner seul pendant l'année à venir. Pendant ce laps de temps (une année), où l'assemblée constituante écrira la nouvelle constitution et définira les règles du futur régime politique tunisien, Ennahdha va avoir la lourde mission de répondre aux revendications économiques et sociales urgentes, suspendus par le gouvernement provisoire pour des raisons de sécurité. Et c'est là la clé de voute de l'avenir politique tunisien : l'épreuve économique. La croissance est quasi-nulle, le taux de chômage est de 18.3%, le tourisme est en chute libre, les dépenses publiques explosent et la marge de manœuvre est très faible.

Tout le monde observe Ennahdha. Sur le plan interne, il est d'abord soumis à la pression des anti-Ennahdha qui tentent de croire aux discours très rassurants des leaders islamistes en attendant de les juger sur leurs actes. Mais le parti est surtout observé par son propre électorat qui est loin d'être homogène. En premier lieu, il va subir la pression d'une fraction importante de son électorat qui, recrutée parmi les couches défavorisées et exclues depuis un demi-siècle, va réclamer immédiatement un retour sur investissement de leurs voix. En second lieu, le parti doit gérer ses conflits internes entre des militants plutôt conservateurs qu'islamistes et des militants intégristes et fondamentalistes très actifs et peu commodes.

Sur la scène politique, Ennahdha doit naturellement faire face aux partis de l'opposition qui, après la débâcle électorale, vont devoir se rattraper et se reconstruire une légitimité auprès des électeurs. Conscients de l'enjeu historique de cette phase, ces partis n'ont pas d'autres choix que de se constituer en rempart à toute dérive anti-démocratique d'Ennahdha et aux tentations obscurantistes de certains de ses militants les plus extrêmes. Le rôle de l'opposition dans la construction de l'Etat de droit est vital aussi bien pour l'avenir politique des partis qui la composent que pour la démocratie tunisienne.

Sur le plan externe, Ennahdha ne peut se passer de l'appui économique et politique de l'Europe dont dépend 80% du commerce extérieur tunisien. Le prochain gouvernement de transition est appelé à poursuivre les négociations avec l'Union européenne sur le « statut avancé », avec le G8 pour mettre en exécution le plan d'appui à la révolution tunisienne (adopté au mois de mai dernier) et avec les différentes organisations internationales (FMI, OMC, Banque Mondiale, etc.) concernant les programmes d'échanges commerciaux ou d'aide au développement engagés depuis des dizaines d'années. Par ailleurs, Ennahdha, handicapée par l'étiquette « islamiste » pour le moins peu rassurante pour les touristes occidentaux, risque de compromettre pour la deuxième année consécutive la saison touristique. Il en va de la survie économique du pays tant le secteur du tourisme est vital (le tourisme contribue à hauteur de 7 % au PIB, génère chaque année environ 20 % de recettes en devises, couvre 56 % du déficit commercial et emploie 400 000 personnes).

Les défis à relever pour Ennahdha sont alors aussi nombreux qu'immenses. Même les prescriptions religieuses risqueraient d'être reléguées au second rang lorsque des secteurs vitaux de l'économie sont en jeu. Ainsi, pour survivre, Ennahdha est condamnée à inventer un nouveau modèle de « démocratie arabo-musulmane », un modèle qui n'existe nulle part ailleurs à ce jour. Autant dire que la victoire d'Ennahdha est plus un cadeau empoisonné qu'un levier politique.